

## Edito

Le mois de janvier est traditionnellement celui des vœux et des souhaits pour la nouvelle année. Nous ne dérogerons pas à la règle et nous vous souhaitons la meilleure année possible pour vous et les vôtres.

Mais il est à craindre que, pour beaucoup, en rester à ce simple stade des souhaits ne suffise pas ... La situation économique du pays n'est guère brillante ... à tel point que certains médias établissent des cartes de France des entreprises en difficultés !

Le Président et le gouvernement s'agitent, créent un ministère de la relance, distribuent des milliards aux banques mais poursuivent inexorablement la même politique libérale qui fragilise toujours plus les salariés et détruit peu à peu le lien social. Le projet d'extension du travail le dimanche en est une illustration éclatante !


Dans l'éducation, si les mobilisations de la fin 2008 ont permis quelques reculs de la part du gouvernement (réforme du lycée repoussée, 1500 postes de RASED maintenus ...), la politique de suppression de postes continue. Comment comprendre qu'en période d'accroissement du chômage, le gouvernement persiste dans sa volonté de supprimer 13 500 postes à la rentrée prochaine ? Idéologie, nous lance-t-on régulièrement ... oui, mais de quel côté ?

Dans ce contexte, la **journée interprofessionnelle de mobilisation du 29 janvier** est importante : elle a recueilli l'accord de l'ensemble des organisations syndicales et s'accompagne d'une plate-forme détaillée qui propose des solutions.

Dans l'Education, nous nous reconnaissons évidemment dans cet appel qui rejoint beaucoup de nos revendications.

Alors, ne ratons pas cette occasion de dire « tous ensemble », public et privé, que nous attendons une autre société que celle que l'on veut nous imposer.

*O. Provost, secrétariat départemental SNES-FSU 89*



**Pour nous contacter :**  
snes89@dijon.snes.edu

SNES-FSU 89,  
185 Rue Campenon,  
89700 TONNERRE

03 86 55 26 23

**GREVE  
INTERPROFESSIONNELLE  
LE 29 JANVIER  
TOUS ENSEMBLE !**

### Sommaire :

**page 1 :** édito

**Page 2 :** grève interprofessionnelle du 29 janvier

**Page 3 :** rentrée 2009

**Page 4 :** compte-rendu du stage lycée

CPPAP N°03079  
Imprimé par nos soins

Directeur de la publication :  
Pascal Meunier  
185 Rue Campenon,  
89700 TONNERRE  
Tel : 03 86 55 26 23  
e-mail : snes89@dijon.snes.edu

Prix : 0,50 euro

NUMÉRO  
**202**  
Janvier 2009

**Jeudi 29 Janvier 2009**

## **Journée nationale de mobilisation interprofessionnelle du public et du privé à l'appel des organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA**

La crise économique amplifiée par la crise financière internationale touche durement une grande partie des salariés dans leurs emplois et leurs revenus. Alors qu'ils n'en sont en rien responsables, les salariés, demandeurs d'emploi et retraités, sont les premières victimes de cette crise. Elle menace l'avenir des jeunes, met à mal la cohésion sociale et les solidarités ; elle accroît les inégalités et les risques de précarité. Les seules lois du marché ne peuvent régler tous les problèmes.

Face à cette situation et considérant qu'il est de leur responsabilité d'agir en commun, en particulier lors de la journée du 29 janvier, pour obtenir des mesures favorables aux salariés, **les organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA** ont décidé d'interpeller les entreprises, le patronat et l'Etat.

Surmonter la crise implique des mesures urgentes en faveur de l'emploi, des rémunérations et des politiques publiques intégrées dans une politique de relance économique :

- **Donner la priorité au maintien des emplois dans un contexte de crise économique**
- **Politiques salariales : améliorer le pouvoir d'achat, réduire les inégalités**
- **Orienter la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat**
- **Préserver et améliorer les garanties collectives**
- **Réglementer la sphère financière internationale**

### **Les fédérations de l'Education s'inscrivent pleinement dans cet appel :**

Dans l'Education, cette journée doit être pour nous l'occasion de donner un prolongement unitaire à nos luttes et de porter avec force une nouvelle fois nos revendications :

- ▶ **contre les suppressions de postes** et la remise en cause du service public d'éducation et de recherche ;
- ▶ **pour une école assurant la réussite de tous les jeunes ;**
- ▶ **pour nos salaires, nos statuts** et la revalorisation de nos métiers.

### **Les rendez-vous du 29 janvier dans l'Yonne**

#### Le matin :

- à **Sens** (horaire en cours) AG au Marché Couvert puis manif vers la sous-préfecture
- à **Tonnerre** AG à la salle polyvalente puis manif pour aller interpeller le Maire
- à **St-Florentin**, manif à 9h30 départ du port puis interpellation du Maire
- à **Auxerre**, AG 10h30 salle Soufflot

#### L'après-midi :

- **Manif à Auxerre, départ Maison des Syndicats à 15h.**

Les salariés des entreprises du département qui luttent pour leur survie seront en tête de cortège.

Les lycéens, eux, démarreront de 14h à Archebuse puis nous rejoindront à la Maison des Syndicats.



**Rentrée 2009 :  
encore 220 postes supprimés  
dans l'académie  
1725 en 8 ans !**

### **TZR toujours plus la galère ?**

Les moyens en remplacement diminueront de 99 ETP à la rentrée prochaine vient de nous annoncer le Rectorat !

On peut craindre le pire quand on sait que, cette année, leur nombre est déjà notoirement insuffisant : dans certaines matières, il n'y a plus de TZR pour assurer les remplacements et les vacataires ne semblent pas se bousculer au portillon (on se demande bien pourquoi, vu les conditions qui leur sont faites ...).

Et le Rectorat a décidé de dégrader encore les conditions de travail des TZR en étendant leur zone de remplacement à tout le département (cela existait déjà pour certaines matières où le nombre de collègues est peu important). Comme si cela ne suffisait pas, on pourra également leur faire faire des remplacements dans les zones limitrophes ... c'est-à-dire 2 autres départements de l'académie !

Une semaine à Sens, quinze jours à Nevers, dix jours à Beaune ... Ce sont des conditions de travail décentes, ça ?

Selon le Rectorat, ce n'est pas choquant. L'essentiel étant qu'il y ait un prof devant les élèves ... et que le Rectorat puisse afficher un bon « taux de rentabilité » de ses TZR dans les statistiques du ministère !

### **Fusion des établissements, dans l'intérêt de qui ?**

Si le SNES n'est pas a priori opposé à toute fusion ou restructuration des établissements, nous sommes tout de même très attentifs aux conditions dans lesquelles elles se déroulent.

L'exemple des 3 collèges de Puisaye St. Sauveur, St. Fargeau et Bléneau, démontre que tout est fait pour passer en force contre l'avis des personnels et des Conseils d'Administration, contre l'intérêt des collègues, et que l'intérêt des élèves, toujours mis en avant, n'est pas si évident que cela !!!

Lors de la dernière audience avec Mme le recteur le 8 décembre, les éclaircissements obtenus ont malheureusement confirmé toutes nos craintes.

Un collègue actuellement titulaire de son poste à Bléneau pourra l'année suivante enseigner à St. Sauveur et l'année suivante à St. Fargeau selon les desiderata du chef d'établissement ...

Pour les collègues sur 2 sites, la décharge d'une heure pour enseignement dans 2 communes non limitrophes n'existera pas mais le collègue aura peut-être une HSA !

Les frais de déplacements seront pris en charge ... par le Conseil Général (mais à quel taux ?! tarif SNCF qui n'existe pas ...)

La DHG unique sera inférieure aux 3 DHG actuelles.

Les élèves se déplaceront d'un site à l'autre.

Et le rectorat s'est clairement refusé à s'engager vers le maintien des postes, quels qu'ils soient.

Or il a maintenant l'intention de fusionner deux collèges de Sens, les deux lycées de Nevers (qui s'étaient déjà exprimés contre à la rentrée 2006), et les deux lp de Montceau. Peut-on imaginer que ces fusions se déroulent dans de meilleures conditions que celle des collèges de Puisaye ?

220 postes seront supprimés à la rentrée prochaine dans les collèges et lycées de l'académie (moins 293 l'an passé) dont l'équivalent de 99 postes pour les remplacements Amélioration ? certes non, puisque, en proportion, les effectifs prévus baissent moins que les postes !

Les effectifs ? Les prévisions rectorales de l'an passé se sont révélées fausses : 114 élèves de plus que prévus dans les collèges de l'Yonne; 116 de plus dans les lycées. Les prévisions actuelles pour la rentrée 2009 minimisent d'ailleurs de nouveau les effectifs. Il faut donc immédiatement le faire savoir.

Ces suppressions de moyens pour les collèges et lycées (qui vont se concrétiser une nouvelle fois par des dizaines de suppressions de postes définitifs) vont donc amplifier les difficultés que nous rencontrons : effectifs des classes en hausse, des collègues de plus en plus souvent à cheval sur plusieurs établissements ...

Les instances officielles (CTPA et CTPD) qui débattront de la rentrée prochaine auront lieu bientôt.

Nous sommes preneurs de toutes les informations que vous pourrez obtenir de vos chefs d'établissements.

## REFORME DES LYCEES

*Celle-ci n'a cessé d'évoluer, sans que la concertation soit au rendez-vous, laissant les enseignants, les élèves et leurs familles dans la plus grande incertitude. Malgré tout, la mobilisation des collègues a permis quelques « avancées » (rétablissement des sciences dans le tronc commun, des SES) mais ces quelques mois se sont passés dans la tension et le mécontentement a été croissant. C'est pourquoi on ne peut que se féliciter de l'annonce de son report le 15 décembre : il s'agit d'une première victoire ! Mais nous devons poursuivre et les actions et la réflexion afin de peser sur cette réforme dans le sens d'une réelle amélioration aussi bien pour les lycéens que pour nous, enseignants. Voici les débats issus du stage syndical.*

### 6 H DE MODULES

L'élève ayant le choix entre plusieurs modules, sur quels critères choisira-t-il ?

Y aura-t-il des parcours d'« initiés » ?

Quelle continuité entre le module du premier semestre et celui du second ?

N'y aura-t-il pas une mise en concurrence des matières ?

Cette organisation d'une partie des enseignements en modules semestriels laisse aussi apparaître des craintes quant à nos services : ne seront-ils annualisés ?

### 3 H D'ACCOMPAGNEMENT

L'aide aux élèves devenant une nécessité, ne serait-il pas mieux qu'elle se déroule à l'école plutôt que d'être prise en charge par des organismes privés ?

Encore faudrait-il que cette aide se déroule en faibles effectifs, et qu'elle soit intégrée à notre services.

Il n'en reste pas moins que leur mise en place soulève des problèmes dont celui du lien entre le travail fait par l'enseignant et celui effectué lors de l'accompagnement. Et aussi, l'aide ne va-t-elle pas se substituer aux dédoublements ?

### Et si on poursuivait la réflexion ?

La section académique du SNES-FSU de Bourgogne organise un colloque  
**le mardi 17 février à Dijon**

**"QUEL(S) SAVOIR(S) ,POUR QUELLE SOCIETE ?"**

### STAGE SYNDICAL

**18 décembre 2008**

Ce stage a réuni une trentaine de collègues de tous les horizons (enseignements technologiques, professionnels et généraux).

L'une des principales questions abordées a été le rapport école / société : **quel est le rôle de l'école dans la société actuelle ?**

Certains voient une distorsion entre ce qui est enseigné et la vie professionnelle : l'absence d'enseignements concrets s'en ressent à tous les niveaux (de moins en moins de pratique pour les Segpa avec pour excuse la sécurité ; un enseignement professionnel trop abstrait ; une perte de l'esprit critique avec des programmes éclatés qui ne permettent pas l'appréhension d'un fait dans sa globalité). Bref, les élèves ne font plus le lien entre l'école et leur vie, ils sont trop souvent démotivés.

Une analyse a été que l'école est un des rares espaces contraignants qui existe dans notre société, qui ne reconnaît pas toujours le rôle de l'école. De nombreuses causes extérieures (précarité, chômage, paupérisation...) exacerbent cet aspect contraignant sans que l'école puisse y pallier et les politiques éducatives actuelles dénie cette réalité.

Sur les points phares du projet de réforme, nous vous livrons l'état des réflexions des participants au stage.

### QUELS SAVOIRS ?

La question de l'introduction de nouvelles disciplines correspondant à l'évolution des techniques et du monde a été soulevée. Mais on ne peut indéfiniment ajouter des heures d'enseignements. Donc, qu'est-il utile de savoir ? Que doit maîtriser un élève à la sortie du bac ?

Cela implique que si l'on veut que la réforme ait un sens, la réflexion doit être globale et porter sur l'ensemble du lycée.

### EVALUATION ET BACCALAUREAT

Doit-on évaluer par compétences ? Etendre le contrôle en cours de formation ? Supprimer le bac et instaurer des concours d'entrée dans le supérieur ?

L'évaluation par compétences a été expérimentée à Mâcon mais n'a pas été étendue.

Le ccf, déjà existant au bac, induit des iniquités : il se fait à l'interne et fait beaucoup plus intervenir le facteur humain. Ne risque-t-on pas d'aboutir à des bacs d'établissements ?

Quant au bac, il est le premier grade de l'enseignement supérieur. Il garantit un diplôme ayant la même valeur sur tout le territoire. La plupart des collègues sont attachés à ce caractère national du bac.